

Face aux Dangers du Nucléaire

Il faut trouver la sortie !

Les écologistes auraient préféré avoir tort

Pendant 25 ans, on nous a affirmé que Tchernobyl était imputé aux Soviétiques. Elle ne pouvait pas se produire dans un pays à la technologie moderne, comme les États-Unis, la France ou le Japon. Fukushima, passée cette semaine au niveau 7, c'est-à-dire comme Tchernobyl au rang le plus élevé, apporte malheureusement la preuve du contraire.

Les centrales installées le long de la Loire peuvent être victimes de problèmes de refroidissement liés au risque de crues centennales, ou au contraire à la pénurie d'eau en période de sécheresse. Elles peuvent aussi être impactées par des tremblements de terre ou des actions terroristes...

Il faut que cesse la course folle du nucléaire. L'heure n'est plus à développer des nouveaux modèles de réacteurs comme les EPR, tant pour les installer en France que dans le reste du monde. Faut-il rappeler la tentative d'en vendre au colonel Kadhafi en 2007 ? Faut-il rappeler que c'est en particulier du MOX issu du retraitement en France qui est présent dans les réacteurs de Fukushima ?

Le nucléaire civil est aussi intimement lié au nucléaire militaire, car il permet la prolifération des armes atomiques : le retraitement de l'uranium en tant que déchets des centrales permet d'obtenir du plutonium nécessaire à la fabrication de la bombe atomique.

Le gouvernement français s'accroche pourtant coûte que coûte au nucléaire et à l'idée de développer le réacteur EPR (European Pressurized Reactor), sans avoir de propositions qui permettent d'écarter les 3 principaux problèmes que pose le nucléaire, à savoir un risque d'accident majeur, la prolifération et les déchets à vie longue.

70% de nos concitoyens se déclarent favorables à la sortie du nucléaire (sondage IFOP réalisé du 15 au 17 mars 2011). En Allemagne, où le débat est plus ouvert qu'en France, même les plus convaincus par le nucléaire s'interrogent aujourd'hui. Le Danemark, la Norvège et l'Irlande ont interdit le recours au nucléaire dans leur loi. L'Autriche l'a même banni de sa constitution suite à un référendum.

Il est grand temps de changer de cap !



12 réacteurs en bord de Loire

Le Centre est la 2ème région française la plus nucléarisée après la région Rhône-Alpes, avec 4 centrales (12 réacteurs) en bord de Loire : Chinon, Saint-Laurent, Dampierre et Belleville.

Plus précisément :

• **En Indre-et-Loire, à Chinon :**

4 réacteurs de 905 MW datant de 1982, 1983, 1986 et 1987 ;

• **En Loir-et-Cher, à Saint-Laurent-Nouan :**

2 réacteurs de 915 MW datant de 1981 ;

• **Dans le Loiret, à Dampierre-en-Burly :**

4 réacteurs de 890 MW datant de 1980 (pour les 2 premiers) et 1981 (pour les 2 autres) ;

• **Dans le Cher, à Belleville :**

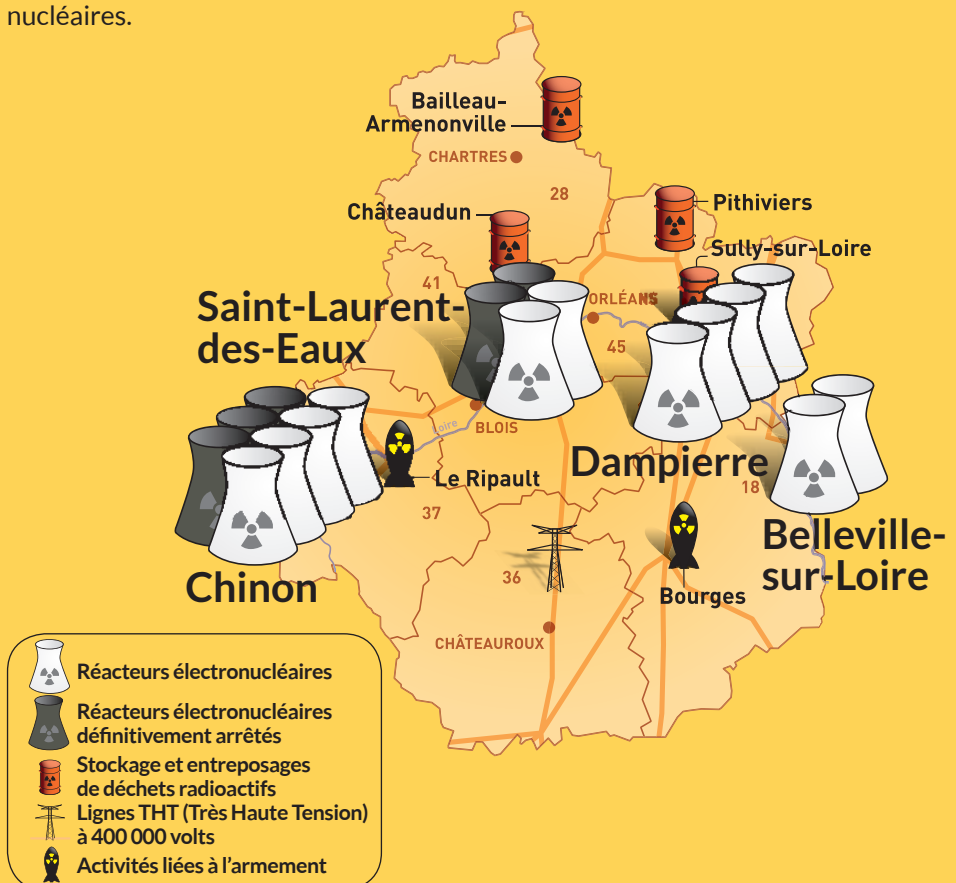
2 réacteurs de 1310 MW datant de 1987 et 1988.

Ces 12 réacteurs sont à eau pressurisée. **10 sont de type « 900 MW », c'est-à-dire qu'ils présentent une anomalie générique** concernant le système d'injection de sécurité. Selon un rapport de février 2011 établi par l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire), en cas d'accident, leur système d'injection de sécurité « pourrait ne pas permettre de refroidir suffisamment le cœur du réacteur [...], et entraîner des rejets dans l'enceinte de confinement, puis à l'extérieur, et avoir des conséquences sur la santé du public et de l'environnement ».

6 réacteurs de notre région ont plus de 30 ans. Une étude de l'ASN est en cours pour évaluer « l'opportunité » de prolonger leur activité de 10 ans. **Dans les 3 ans à venir, 2 autres réacteurs de la région Centre passeront aussi la barre des 30 ans.**

Certains n'hésitent pas à faire la promotion **d'un EPR à Belleville !**

Par ailleurs les départements de l'Indre et du Cher ont été plusieurs fois menacés dans les trentes dernières années d'être transformés en poubelle pour les déchets nucléaires.



La région Centre : à l'abri d'une catastrophe nucléaire ?

Les risques liés à l'activité humaine

Risque de défaillance humaine :

C'est ce risque qui a déclenché la catastrophe nucléaire de Tchernobyl il y a 25 ans : une suite d'ordres illogiques sans rétro contrôle.

Vieillesse et anomalies techniques :

Lors de la présentation du bilan 2010 de la sécurité nucléaire en région Centre, l'ASN a dénombré **58 événements significatifs dans le domaine de l'exploitation des centrales, un chiffre jugé « très élevé » par rapport à la moyenne des centrales françaises. Chinon serait par ailleurs « l'une des centrales les plus mal gérées du parc EDF ».**

Les centrales sont vieillissantes, plus de la moitié auront passé la barre des 30 ans dans les 3 ans à venir. L'entretien et la maintenance des centrales sont assurés par des salariés de plus en plus précaires. Ce sont des entreprises sous-traitantes d'EDF qui emploient près de 22 000 salariés assurant les tâches les plus risquées et les travaux les plus exposés (80 % des doses annuelles de radioactivité, qui ne sont pourtant pas comptabilisés dans les études épidémiologiques officielles). Trop peu formés, trop peu payés, beaucoup sont des travailleurs nomades qui enchaînent les contrats, de centrale en centrale. **L'ASN, qui effectue tous les ans une vingtaine d'inspections sur chaque centrale, estime que la sûreté de la centrale de Dampierre a subi « une évolution défavorable »,** notamment à cause « d'inétanchéité de gaines » et de « défaillance dans la surveillance des prestataires de maintenance ».

Des anomalies techniques sont encore découvertes après des décennies de fonctionnement, malgré la multitude d'études qui sont faites dans les centrales. C'est le cas d'une anomalie générique concernant le système d'injection de sécurité des 34 réacteurs de 900 mégawatts (voir le paragraphe : les centrales de la région). **En région Centre : Dampierre, Saint-Laurent et Chinon sont concernés.**

Risque d'attentat :

Aucune installation nucléaire n'est prévue pour résister à un attentat du type « 11 septembre » : écrasement d'un avion sur une centrale. Plus largement, un « débat public » avait été organisé en 2005 sur les choix nucléaires de la France. Les ONG écologistes avaient rapidement dénoncé un débat tronqué et avaient fini par quitter le processus quand le gouvernement a invoqué le « secret défense » pour refuser de publier un document dans lequel EDF évalue la résistance d'un réacteur EPR en cas de crash d'un avion.

Les risques liés à des phénomènes naturels

Risque d'inondation (ou de gel) de la Loire :

Selon l'ASN, **dans les 4 centrales de la région Centre, la plate-forme de l'îlot nucléaire est aujourd'hui calée au-dessus de la Cote Majorée de Sécurité**, ce qui pourrait potentiellement poser problème en cas de crue, de gel prolongé, ou de simultanéité d'une débâcle de glace lors d'un redoux important et d'une crue.

<http://www.dissident-media.org/infonucleaire/etanche.html>

Par ailleurs, la tempête de 1999 et l'incident à la centrale du Blayais avait poussé EDF à programmer la construction d'une digue à Saint-Laurent mais le projet, sans doute trop coûteux, a été abandonné.

De façon plus globale, il semble important de revoir la façon dont le risque est calculé (Cote Majorée de Sécurité), avec la nouvelle donne du changement climatique.

Risque de sécheresse ou de canicule :

Le changement climatique est aujourd'hui avéré, cela pose des questions de fond en matière de refroidissement des centrales : que se passerait-il, par exemple, en période de sécheresse grave ?

Le problème qui se pose par ailleurs est que lorsque le niveau des rivières est bas, la dilution des produits radioactifs et chimiques - rejetés par les centrales - se fait très mal, mettant en danger l'environnement notamment l'eau potable puisée par de nombreuses agglomérations.

Déjà pendant la canicule de 2003, les règles de protection de l'environnement et de la santé des populations ont été bafouées. Aucun organisme indépendant n'a pu étudier les conséquences, le « comité de suivi » mis en place par le gouvernement ne comportant que des organismes étatiques ou très dépendant.

Cette canicule aurait coûté 300 millions d'euros à EDF, qui a dû racheter de l'électricité à des prix élevés à certains de ses gros clients industriels.

Risque sismique :

Ce risque est évalué par EDF et non pas par des sismologues indépendants.

EDF, l'ASN et l'Etat ne sont pas les plus transparents quant à l'information faite aux citoyens. **Des documents confidentiels d'EDF, publiés par le réseau « Sortir du nucléaire », révèlent qu'EDF a falsifié des données sismologiques pour s'éviter des travaux onéreux, pourtant indispensables pour la sûreté nucléaire** (des travaux qui s'élèveraient à 1,9 milliard d'euros, et dont certains seraient même techniquement impossibles). **Les 4 centrales de la région Centre font partie des 8 centrales françaises qui seraient les plus en danger (aux côtés de celle de Civaux).**

<http://www.sortirdunucleaire.org/index.php?menu=sinformer&sousmenu=themas&sousmenu=seismes2&page=2>

Les élus écologistes...



- ✦ Le 3 mars dernier, quelques jours donc avant la catastrophe de Fukushima, le groupe des élus écologistes a interpellé les préfets concernés, sur les anomalies relevées par l'ASN sur les réacteur de 900 MW.
- ✦ Lors des réunions de commissions locales d'informations de Dampierre et Saint-Laurent, qui ont suivie la catastrophe de Fukushima, Jean-Philippe Grand et Charles Fournier ont exigé des explications beaucoup plus précises de la part des autorités.
- ✦ Aujourd'hui, les élus écologistes demandent de mettre en place une conférence régionale sur la sûreté nucléaire abordant :
 - ✦ la gestion de la crise : mesures indépendantes de radioactivité, information de la population sur les risques sanitaires potentiels, notamment sur la consommation des produits frais, la diffusion de pastilles d'iode de potassium, ...
 - ✦ les plans de sûreté nucléaire de notre région, qui à la lumière des événements, semblent d'ores et déjà obsolètes (risques de crue de la Loire, risques sismiques, disponibilité des eaux de refroidissement, ...).

Le nucléaire : une obsession française

Au niveau mondial, **l'énergie nucléaire ne représente que 2,4 % de l'énergie consommée**. En France, elle ne représente que 17 % de l'énergie consommée même si 78 % de l'électricité produite est d'origine nucléaire.

Les réserves mondiales d'uranium permettent de tenir 70 ans seulement et l'approvisionnement n'est nullement garanti (en particulier en provenance du Niger)... à condition que la consommation n'augmente pas. **Les déchets d'uranium mettront eux 171 000 ans pour perdre 99% de leur radioactivité**. Un héritage des plus irresponsables pour les générations futures !

La France est le pays le plus nucléarisé au monde, avec 19 centrales et 58 réacteurs. En France, le nucléaire c'est :

- ❖ 230 milliards d'euros dépensés depuis 1945 ;
- ❖ 90% du budget de la recherche énergétique, contre 2% pour les énergies renouvelables.

Contrairement à ce que le gouvernement et le lobby nucléaire peuvent avancer, **l'énergie nucléaire n'est pas bon marché** : la Cour des Comptes estime «embryonnaires» les coûts de démantèlement prévus par EDF ce qui faussent le coût de l'énergie nucléaire : 35 milliards d'euros provisionnés pour 58 réacteurs français, contre 103 milliards pour 23 réacteurs britanniques !

En France 21 réacteurs ont dépassé la durée de vie prévue par EDF (30 ans). 12 autres les atteindront dans les 3 ans à venir. Pour faire fonctionner ces centrales au-delà de 30 ans, EDF a prévu de dépenser 600 millions d'euros par réacteur, soit :

35 milliards d'euros qui seraient bien mieux utilisés dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

Selon l'ADEME, 90 000 emplois ont été créés de 2006 à 2009 dans les secteurs de **l'efficacité énergétique et du développement des énergies renouvelables**. Elle prévoit que ces secteurs représentent près de **500 000 emplois en 2012**. En réalité dans le seul secteur résidentiel, pour atteindre l'objectif du Grenelle de l'environnement et que ces emplois puissent être créés, il faudrait accroître encore les travaux d'amélioration d'efficacité énergétique.

La majeure partie du parc nucléaire français a été construite en moins de 10 ans. Il est possible de faire le chemin inverse, à condition de faire preuve pour sortir du nucléaire d'autant de volontarisme que celui qui a été de mise pour imposer l'atome en France.



Sortir du nucléaire, c'est possible à l'horizon 2030 - 2040

*Il ne s'agit pas de revenir à la bougie : elle émet du CO2
et présente une mauvaise efficacité énergétique !*

Le scénario négaWatt : <http://www.negawatt.org>

L'association négaWatt qui rassemble de nombreux experts et praticiens de l'énergie a montré qu'un scénario de sortie du nucléaire était possible tout en divisant par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. C'est aujourd'hui le scénario le plus abouti pour une sortie du nucléaire. Il se décline en 3 axes :

↑ Une forte volonté de sobriété énergétique pour une réduction de la consommation

Cet axe suppose une réflexion sur les usages de l'énergie, et la dissuasion des surconsommations inutiles, comme les écrans publicitaires vidéo dans le métro parisien (qui consomme chacun autant d'électricité que 6 français).

↑ Un développement fort de l'efficacité énergétique pour une réduction de la consommation

Cet axe vise à améliorer le rendement des divers équipements, en s'intéressant non seulement à leur consommation énergétique, mais aussi à la façon dont ils sont produits. Des gains importants sont aussi possibles en récupérant la chaleur perdue par les centrales de production d'électricité, en développant la cogénération qui utilise cette chaleur.

↑ Le développement des énergies renouvelables

Cet axe prévoit une place accrue à l'éolien et au photovoltaïque, et à la biomasse (bois, biogaz des décharges, résidus organiques de plusieurs industries, etc.)

Avec ce scénario, la consommation énergétique globale de la France passerait de 2 800 TWh (terawatt/heure) en 2005 à 1 200 en 2050, avec une sortie du nucléaire vers 2040.

Une large part du débat à l'échelle européenne porte sur le coût comparatif de l'électricité produite par le nucléaire, d'autres moyens ou de l'énergie économisée. « *Jusqu'à aujourd'hui en France, le prix de l'électricité nucléaire est réputé bas. En fait, l'inconnue relative au **coût du démantèlement des centrales nucléaires** fait que cette assertion est discutée par de nombreux experts, et la catastrophe de Fukushima va certainement changer les règles de sûreté de l'énergie atomique, donc son coût.* » Hervé Kempf, *le Monde* du 16 mars 2011

En région Centre, sous l'impulsion de Gilles Deguet, le Conseil régional élabore un **Plan Énergie Climat** qui permettra de s'engager résolument dans les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Dès maintenant des dispositifs régionaux permettent d'aller dans ce sens :

- ↑ un plan ambitieux d'isolation des lycées et des autres bâtiments de la Région ;
- ↑ le prêt Isolaris, qui permet aux particuliers de financer l'isolation de leur logement et le développement des énergies renouvelables ;
- ↑ un plan de formation des acteurs des filières du bâtiment et des énergies renouvelables ;
- ↑ le financement d'actions de sensibilisation aux questions d'énergie.



Groupe des élu-es écologistes au Conseil régional
6 rue Jeanne d'Arc 45000 Orléans
02 38 70 27 54 - greelv@grp.regioncentre.fr
<http://www.elus-ecologistes-regioncentre.fr>

Ce document a été élaboré par le groupe des élus régionaux EELV au Conseil régional du Centre, sur la base d'informations provenant des sites de l'ASN, de l'ADEME, du Monde, de la Nouvelle République du Centre-Ouest, du réseau « Sortir du nucléaire », des Amis de la Terre, de négaWatt.